



Une employée de Google qui a protesté contre le contrat avec Isra «I raconte avoir  t forcée de démissionner

Description

L'ancienne employée de Google, Ariel Koren, affirme que l'entreprise a « entretenu une culture consistant à réduire au silence les juifs antisionistes et à créer des conditions toxiques et injustes pour les travailleurs palestiniens, arabes et musulmans ».

Par Michael Arria, le 1er septembre 2022



Une employée de Google qui s'est publiquement opposée à un contrat d'entreprise avec l'armée israélienne a démissionné de son poste en invoquant les représailles de son employeur.

Ariel Koren, responsable du marketing produit chez *Google for Education* travaille dans l'entreprise technologique depuis plus de sept ans et a expliqué la situation dans un poste Medium.

 « En raison de représailles, d'un environnement hostile et d'actions illégales de l'entreprise, je ne peux pas continuer à travailler chez Google et je n'ai d'autre choix que de quitter l'entreprise à la fin de cette semaine  », a écrit Koren.  « Au lieu d'écouter les employés qui veulent que Google respecte ses principes éthiques, Google poursuit agressivement des contrats militaires et affaiblit les voix de ses employés par une stratégie de silence et de représailles envers moi et envers bien d'autres.  »

L'activisme de Koren visait le projet Nimbus, un contrat de 1,2 milliard de dollars entre Google, Amazon Web Services et Israël qui a aidé à fournir des services cloud à l'armée et au gouvernement du pays. En octobre 2021, Koren a rédigé une lettre publique critiquant l'accord.  « Nous ne pouvons pas détourner le regard, car les produits que nous fabriquons sont utilisés pour priver les Palestiniens de leurs droits fondamentaux, forcer les Palestiniens à quitter leurs maisons et attaquer les Palestiniens dans la bande de Gaza à des actions qui ont donné lieu à des enquêtes sur des crimes de guerre par la Cour pénale internationale à», pouvait-on lire.  «

Nous envisageons un avenir où¹ la technologie rassemble les gens et rend la vie meilleure pour tout le monde. Pour construire cet avenir meilleur, les entreprises pour lesquelles nous travaillons doivent cesser de conclure des contrats avec toutes les organisations militarisées aux États-Unis et ailleurs. »

Des centaines de travailleurs de Google et d'Amazon ont signé la lettre.

Koren a déclaré que Google lui avait donné un ultimatum le mois suivant : soit accepter une mutation au bureau brésilien de l'entreprise, soit être licenciée. Cette décision a incité Koren à déposer une plainte auprès du service des ressources humaines de Google et une plainte pour pratique de travail déloyale auprès du National Labor Relations Board (NLRB). Une pétition soutenant Koren a circulé à l'époque et elle a été signée par plus de 25 000 personnes.

Google a déclaré publiquement avoir enquêté sur la plainte et n'avoir trouvé aucune preuve de représailles. Koren raconte que l'équipe des ressources humaines de l'entreprise lui aurait finalement admis que la demande avait été inappropriée et nuisible, mais a toujours refusé de reconnaître qu'elle était venue en réponse à son activisme.

Dans son article sur Medium, Koren, qui est juive, déclare également que Google a « entretenu une culture consistant à faire taire les juifs antisionistes et à créer des conditions toxiques et injustes pour les travailleurs palestiniens, arabes et musulmans ».

« Les Juifs antisionistes chez Google n'arrêteront pas de dénoncer les injustices d'Israël contre les Palestiniens ; mais nous reconnaissons notre privilège de le faire en toute sécurité alors que nos collègues et amis palestiniens n'ont pas le même privilège de se sentir en sécurité et d'être entendus », a-t-elle écrit. « Nos collègues palestiniens méritent mieux que cela ; nos utilisateurs palestiniens méritent mieux que cela. Le grand public méritent mieux que cela. »

Dans une vidéo YouTube, quinze autres employés de Google ont publié des témoignages sur le traitement des Palestiniens par l'entreprise, les politiques de censure et les actes de représailles. « Travailler chez Google a toujours été le travail de mes rêves jusqu'à ce que j'apprenne l'existence du projet Nimbus », lit-on dans un témoignage. « J'ai l'impression de gagner ma vie grâce à l'oppression de ma famille à la maison. »

« En tant que Palestinien, mon sentiment de marginalisation a fait que croire lorsque j'ai constaté que mes collègues recevaient des avertissements pour le simple fait d'avoir de l'empathie envers les Palestiniens », explique un autre employé.

Un travailleur dit qu'il a maintenant « honte » de travailler pour Google à la suite du projet Nimbus.

Un article du New York Times sur la démission de Koren le mentionne : « la réputation croissante de Google de punir les employés qui critiquent publiquement l'entreprise est un changement notable pour un employeur qui a autrefois nourri une culture de travail franche. »

En novembre 2019, Google a licencié cinq travailleurs pour leur appartenance à une organisation de travailleurs. Le NLRB a déposé une plainte contre l'entreprise affirmant que deux de ces licenciements étaient illégaux et qu'ils avaient espionné plusieurs employés.

Le message sur medium de Koren appelle également les lecteurs à agir. Elle demande aux gens de faire pression sur l'entreprise pour qu'elle abandonne le projet Nimbus, elle invite les gens à rejoindre la campagne « Pas de technologie pour l'apartheid » et à amplifier les voix palestiniennes. « Ne soyez pas complaisant ou apathique ; assumez la responsabilité de votre entreprise et de la façon dont votre travail est utilisé », écrit Koren.

Trad. L.R pour l'Agence Média Palestine.

Source : [Mondoweiss](#)

date créée
2022/09/06